

bewußte Entscheidung des Gesetzgebers handeln würde. Es ist nicht anzunehmen, daß die Verwendung der Wörter « Hersteller oder Importeur » in der besagten Bestimmung jene Tragweite hätte, die ihr die klagenden Parteien beimessen. Der Gesetzgeber meint auch in dieser Bestimmung den Steuerpflichtigen. Die von den klagenden Parteien beanstandete unterschiedliche Behandlung ist somit als inexistent zu betrachten.

Der Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 8. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 2. Februar 1995.

Der Kanzler,
L. Potoms.

Der Vorsitzende,
L. De Grève.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 95 — 525 (94 — 3268)

17 NOVEMBRE 1994. — Arrêté royal relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurances Erratum

Dans l'article 34*septies*, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 17 novembre 1994, publié au *Moniteur belge* du 21 décembre 1994, page 31380, il y a lieu de lire le premier alinéa dans le texte français comme suit :

« Est autorisée l'application des méthodes suivantes lorsque, en raison de la nature de la branche ou du type d'assurance en question, les informations relatives aux primes à encaisser, aux sinistres à payer ou aux deux pour l'exercice de souscription sont insuffisantes au moment de l'établissement des comptes annuels pour permettre une estimation précise. »

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 95 — 525 (94 — 3268)

17 NOVEMBER 1994. — Koninklijk besluit betreffende de jaarrekening van verzekeringsondernemingen Erratum

In artikel 34*septies*, § 1, van het koninklijk besluit van 17 november 1994, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 december 1994, bladzijde 31380, moet de eerste alinea in de Franse tekst als volgt worden gelezen :

« Est autorisée l'application des méthodes suivantes lorsque, en raison de la nature de la branche ou du type d'assurance en question, les informations relatives aux primes à encaisser, aux sinistres à payer ou aux deux pour l'exercice de souscription sont insuffisantes au moment de l'établissement des comptes annuels pour permettre une estimation précise. »

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 95 — 526

[S-C — 18012]

Arrêté royal protégeant le titre professionnel et l'exercice de la profession de géomètre-expert juré

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à Votre signature a pour but de protéger le titre professionnel et l'exercice de la profession de géomètre-expert juré, en exécution de la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services.

Dans son avis du 28 juin 1994, le Conseil d'Etat a déclaré qu'il fallait supprimer l'article 4, § 1^{er}, 1^o, b, qui mentionne les diplômes de licencié en sciences, groupe géographie, option géométrie, ainsi que de licencié en géométrie, parce que ces titres ne figuraient pas dans la requête en réglementation publiée au *Moniteur belge* du 28 novembre 1990.

Le Conseil d'Etat estime en effet qu'il s'agit là d'une extension des conditions initialement proposées, interdite par l'article 2, § 4, de la loi-cadre du 1er mars 1976.

Comme j'ai déjà eu l'honneur de l'exposer à Votre Majesté dans mon Rapport accompagnant le projet d'arrêté royal protégeant le titre professionnel et l'exercice de la profession d'agent immobilier, signé le 6 septembre 1993, des diplômes avaient été ajoutés à ceux prévus par la requête dans l'arrêté royal du 19 mai 1992 protégeant le titre professionnel et l'exercice de la profession de comptable, ainsi que dans de nombreux arrêtés d'exécution de la loi-cadre du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, qui comprend une disposition analogue.

En effet, ajouter des diplômes ne constitue pas une extension des conditions initialement proposées, « extension des conditions » devant être compris dans le sens de « rendre les conditions plus sévères ».

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 95 — 526

[S-C — 18012]

Koninklijk besluit tot bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van het beroep van gezworen landmeter-expert

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, heeft tot doel de beroepstitel en de uitoefening van het beroep van gezworen landmeter-expert te beschermen, in uitvoering van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen.

In zijn advies van 28 juni 1994 heeft de Raad van State verklaard dat artikel 4, § 1, 1^o, b, moet worden geschrapt, waarin de diploma's van licentiaat in de wetenschappen, groep aardrijkskunde, optie landmeetkunde, alsook dat van licentiaat in de geometrie worden vermeld, omdat deze titels niet voorkwamen in het reglementingsverzoek gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 29 november 1990.

De Raad van State is namelijk van oordeel dat het hier gaat om een verruiming van de aanvankelijk voorgestelde voorwaarden, die verbonde is bij artikel 2, § 4 van de kaderwet van 1 maart 1976.

Zoals ik reeds de eer had aan Zijne Majestet uit te zetten in mijn Verslag dat het ontwerp van koninklijk besluit tot bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van het beroep van vastgoedmakelaar, getekend op 6 september 1993, begeleidde waren er in het koninklijk besluit van 19 mei 1992 tot bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van het beroep van boekhouder, diploma's toegevoegd aan die welke voorzien waren door het verzoekschrift, alsook in de talrijke uitvoeringsbesluiten van de kaderwet van 15 december 1970 op de uitoefening van de beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondememingen, die een gelijkaardige bepaling bevat.

Het bijvoegen van diploma's is inderdaad geen verruiming van de aanvankelijk voorgestelde voorwaarden, waarbij « verruiming van de voorwaarden » moet worden begrepen als « de voorwaarden strenger maken ».

Dans l'Exposé des motifs de la loi-cadre du 15 décembre 1970, on peut en effet lire à l'analyse de l'article 3 relatif à l'adaptation d'une requête qui ne peut avoir pour effet d'étendre la définition et les conditions proposées (ou celles acceptées par le Conseil) :

* La fédération pourra pratiquement :

1^e élargir du champ d'application de la requête, telle ou telle activité déterminée;

2^e scinder une activité principale en plusieurs activités secondaires;

3^e diminuer le programme des connaissances proposées ou prévoir de nouveaux modes de preuves pour celles-ci * (Chambre des représentants — 520 (1969-1970) N1, p. 10).

Il apparaît donc bien qu'il est possible d'œuvrer dans le sens d'un assouplissement et que tel est notamment le cas lorsque de nouveaux modes de preuves des connaissances sont prévus, en l'occurrence par l'ajout de diplômes.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté
le très respectueux
et très fidèle serviteur.

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises.

A. BOURGEOIS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, huitième chambre, saisi par le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture, le 15 mars 1994, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « protégeant le titre professionnel et l'exercice de la profession de géomètre-expert juré », a donné le 28 juin 1994 l'avis suivant :

Portée du projet

Le projet tend, en application de la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services, à régler le titre professionnel et l'exercice de la profession de géomètre-expert juré.

A cet effet, le projet prévoit en premier lieu la création d'un Institut professionnel des géomètres-experts jurés (IPG.) (article 1er). Il est prévu également que la profession de géomètre-expert juré ne peut être exercée en qualité d'indépendant que par des personnes inscrites au tableau ou sur la liste des stagiaires de l'Institut (articles 2 et 3). Le projet dispose à quelles conditions une personne doit répondre pour pouvoir être titulaire de la profession réglementée de géomètre-expert juré (articles 4 et 5). Enfin, le projet comporte des dispositions transitoires en faveur de personnes qui exercent ou ont exercé l'activité professionnelle réglementée au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet (articles 6 et 7).

Recevabilité de la demande d'avis

1. Selon l'article 1er, § 1er, de la loi-cadre précitée du 1er mars 1976, le Roi peut décider de protéger le titre professionnel et d'arrêter les conditions d'exercice d'une profession intellectuelle prestataire de services, cela « à la demande d'une ou de plusieurs fédérations professionnelles intéressées et après avis du Conseil supérieur des classes moyennes ».

1.1. Il est vrai qu'il ressort du préambule de l'arrêté en projet et des documents transmis au Conseil d'Etat que le Conseil supérieur des classes moyennes a émis un avis sur la requête introduite le 11 octobre 1990, mais cet avis date du 25 avril 1991.

L'obligation légale faite à l'autorité réglementaire de recueillir des avis vise essentiellement à informer cette autorité quant aux éléments de fait et de droit qui, selon l'organe consultatif, doivent être pris en considération au moment où l'autorité doit prendre sa décision. Le délai qui s'écoule entre la consultation et la décision doit donc en principe être bref. En principe, un avis ne pourrait être retenu comme point de départ d'une décision devant intervenir beaucoup plus tard que s'il était démontré que les circonstances de fait et de droit sur lesquelles l'organe consultatif s'est fondé n'ont pas évolué à un point tel que la consultation devrait être considérée comme n'étant plus pertinente en l'espèce.

In de Memorie van Toelichting bij de kaderwet van 15 decembre 1970 lezen we namelijk, bij analyse van artikel 3 betreffende de aanpassing van een verzoekschrift die niet tot gevolg mag hebben dat de omschrijving en de voorwaarden die voorgesteld worden (of die door de Raad aanvaard werden), worden verruimd :

* Het verbond kan in werkelijkheid :

1^e deze of gene bepaalde werkzaamheid uit het toepassingsgebied van het verzoekschrift weren;

2^e een hoofdwerkzaamheid in verscheidene nevenwerkzaamheden splitsen;

3^e het programma van de voorgestelde kennis inkrimpen of voorzien in nieuwe wijzen om het bewijs van deze kennis te leveren. (Kamer van volksvertegenwoordigers — 520 (1969-1970) N1, p. 10).

Het lijkt dus wel mogelijk te werken in de zin van een versoepeling, wat met name het geval is wanneer nieuwe manieren om de beroepskennis te bewijzen, worden voorgeschreven, in dit geval dus door bijvoeging van diploma's.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majestieit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar.

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

A. BOURGEOIS

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, achtste kamer, op 15 maart 1994 door de Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot bescherming van de beroepsstijl en van de uitoefening van het beroep van gezworen landmeter-expert », heeft op 28 juni 1994 het volgend advies gegeven :

Strekking van het ontwerp

Het ontwerp strekt ertoe, met toepassing van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepsstijl en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, de beroepsstijl en de uitoefening van het beroep van gezworen landmeter-expert te regelen.

Daartoe voorziet het ontwerp in de eerste plaats in de oprichting van een Beroepsinstituut van gezworen landmeters-experten (B.I.L.) (artikel 1). Voorts wordt bepaald dat het beroep van gezworen landmeter-expert als zelfstandige slechts uitgeoefend mag worden door personen die ingeschreven zijn op de tabel of op de lijst van stagiairs van het Instituut (artikelen 2 en 3). Het ontwerp bepaalt aan welke voorwaarden een persoon moet voldoen om titularis van het geregelde beroep van gezworen landmeter-expert te kunnen zijn (artikelen 4 en 5). Ten slotte bevat het ontwerp overgangsbepalingen ten voordele van personen die de geregelde beroepswerkzaamheid uitoefenen of uitgeoefend hebben op het ogenblik van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit (artikelen 6 en 7).

Ontvankelijkheid van de adviesaanvraag

1. Volgens artikel 1, § 1, van de genoemde kaderwet van 1 maart 1976 kan de Koning beslissen de beroepsstijl van een dienstverlenend intellectueel beroep te beschermen en de uitoefningsvoorraarden voor dat beroep vast te stellen, « op verzoek van één of meer belanghebbende beroepsverbonden en na advies van de Hoge Raad voor de Middenstand ».

1.1. Uit de aanhef van het ontwerp-besluit en uit de aan de Raad van State voorgelegde stukken blijkt weliswaar dat de Hoge Raad voor de Middenstand over het op 11 oktober 1990 ingediende verzoekschrift een advies heeft gegeven, doch dit advies dateert van 25 april 1991.

De wetelijke verplichting voor de verordenende overheid om adviezen in te winnen heeft in essentie tot doel die overheid te informeren over de feitelijke en juridische gegevens die volgens het adviesorgaan in aanmerking moeten worden genomen op het ogenblik waarop de overheid haar beslissing moet nemen. De tijd die verstrijkt tussen de raadpleging en de beslissing moet dan ook in principe kort zijn. In beginzit zou een advies alleen dan in aanmerking genomen kunnen worden als uitgangspunt voor een veel later te nemen beslissing, als zou zijn aangetoond dat de feitelijke en juridische omstandigheden waarvan het adviesorgaan is uitgegaan, niet zodanig zijn gewijzigd dat de raadpleging als niet meer ter zake dienend moet worden aangemerkt.

1.2. Dans le cas sous examen, il existe cependant des circonstances particulières, susceptibles de justifier une dérogation à ces principes.

Dans son avis du 25 avril 1991, le Conseil supérieur des classes moyennes a signalé que, bien qu'une réglementation objective et claire de la profession de géomètre (arpenteur) dans le cadre de la loi du 1er mars 1976 fût nécessaire, il existait « une difficulté juridique ancienne » qui empêchait une telle réglementation. En effet, la profession de géomètre était toujours régie par un arrêté royal du 31 juillet 1825 qui, bien qu'obsolète et incomplet, avait force de loi. En vertu de l'article 15 de la loi du 1er mars 1976, l'utilisation des procédures visées dans cette loi était donc impossible, dès lors que, selon cette disposition, la loi n'était pas applicable aux titulaires d'une profession intellectuelle prestataire de services déjà réglementée par une loi particulière. Le Conseil supérieur était d'avis qu'il était temps de sortir de cette impasse législative et estimait « nécessaire que le Département des Classes moyennes recherche une solution législative rapide » (1).

A la suite de l'avis du Conseil supérieur, un projet de loi fut déposé aux Chambres, projet tendant essentiellement à abroger l'arrêté royal précité du 31 juillet 1825. Sur avis du Conseil d'Etat, une disposition fut inscrite dans le projet « afin de prévenir d'éventuelles contestations quant à la validité de(s) ... actes (de procédure déjà accomplis) » (2). Cette disposition, qui fut approuvée telle quelle, se retrouve à l'heure actuelle à l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 8 août 1993 abrogeant l'arrêté royal du 31 juillet 1825 concernant les dispositions relatives à l'exercice de la profession d'arpenteur et est formulée comme suit :

« La requête du 11 octobre 1990 en réglementation de la profession de géomètre-expert immobilier, publiée au *Moniteur belge* du 29 novembre 1990, doit être réputée introduite en application de la loi ... du 1er mars 1976 ».

Il ressort des travaux préparatoires de la loi que non seulement la requête du 11 octobre 1990 et la publication de celle-ci au *Moniteur belge*, mais aussi l'avis subséquent du Conseil supérieur des classes moyennes ont été régularisés. En effet, le Ministre précisa que la procédure relative à la requête précitée était « déjà fort avancée », mais que, tant que l'arrêté royal du 31 juillet 1825 n'aurait pas été abrogé, « l'on ne (pourrait) pas s'atteler à la réglementation de la profession » (3). Au surplus, l'avis du Conseil supérieur fut communiqué aux membres des Chambres législatives, ainsi qu'en témoigne le fait qu'il est joint en annexe au rapport de la Commission de l'agriculture et des classes moyennes du Sénat (4).

1.3. Il s'avère donc que le délai qui s'est écoulé depuis que le Conseil supérieur des classes moyennes a émis son avis résulte du fait que le Gouvernement s'est précisément rallié à une suggestion du Conseil supérieur et a surmis à l'examen de la requête en attendant qu'un fondement légal fût créé à cet effet. Au surplus, le législateur a entendu soustraire à toute contestation la régularité de l'avis.

Dans ces conditions, il faut considérer que, pour apprécier la requête du 11 octobre 1990, le Gouvernement peut toujours se fonder sur l'avis du 25 avril 1991.

2. Au moment où l'avis précité fut émis, l'article 1er de la loi-cadre du 1er mars 1976 disposait encore que l'avis du Conseil supérieur devait être favorable. Entre-temps, l'article 1er a été remplacé par l'article 128 de la loi du 30 décembre 1992 portant des dispositions sociales et diverses et il n'est plus requis que l'avis soit favorable. Etant donné qu'en tant que règle de procédure, la disposition modifiée est d'application immédiate aux procédures en cours, rien n'empêche donc le Gouvernement de se fonder sur l'avis « partiellement » favorable du Conseil supérieur.

3. Il a donc été satisfait à la formalité prescrite par l'article 1er de la loi du 1er mars 1976, de sorte que la demande d'avis est recevable.

(1) Avis du 25 avril 1991, Doc. parl., Sénat, S.E. 1991-92, n° 304-2, (17), pp. 17-18.

(2) Avis nr. L. 20.446/8 du 22 janvier 1991, Doc. parl., Sénat, 1990-91, n° 1318-1, (7), p. 7.

(3) Rapport de la commission, Doc. parl., Sénat, S.E. 1991-92, n° 304-2, p. 6.

(4) Rapport cité, p. 17-22.

1.2. In het voorliggende geval zijn er evenwel bijzondere omstandigheden die een afwijking van deze beginselen kunnen verantwoorden.

In zijn advies van 25 april 1991 wees de Hoge Raad voor de Middenstand erop dat, ook al was een objectieve en duidelijke reglementering van het beroep van landmeter in het kader van de wet van 1 maart 1976 noodzakelijk, er een « oud juridisch obstakel » was, dat zulke reglementering belette. Het beroep van landmeter was immers nog steeds geregeld door een — weliswaar verouderd en onvolledig koninklijk besluit van 31 juli 1825, dat kracht van wet had. Krachtens artikel 15 van de wet van 1 maart 1976 was het dan ook onmogelijk om gebruik te maken van de in die wet bedoelde procedures; omdat de wet volgens die bepaling niet van toepassing was op de beoefenaars van een dienstverlenend intellectueel beroep dat gereglementeerd was door een bijzondere wet. De Hoge Raad was van mening dat het tijd was uit de wetgevende impasse te geraken, en achtte het « noodzakelijk dat het Departement van Middenstand snel een wettelijke oplossing zou uitdokteren » (1).

Gevolgt gevend aan het advies van de Hoge Raad werd een wetsontwerp bij de Kamers ingediend, in essentie strekkend tot de opheffing van het genoemde koninklijk besluit van 31 juli 1825. Op advies van de Raad van State werd in het ontwerp een bepaling opgenomen « ten einde eventuele betwistingen omtrent de geldigheid van (de reeds gestelde procedurehandelingen) te voorkomen ». (2). Die bepaling, welke ongewijzigd goedgekeurd werd, is thans terug te vinden in artikel 1, tweede lid, van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de opheffing van het koninklijk besluit van 31 juli 1825 houdende bepalingen nopens de uitoefening van het beroep van landmeter, en luidt als volgt :

« Het verzoekschrift van 11 oktober 1990 tot reglementering van het beroep van landmeter-expert onroerende goederen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 november 1990, moet worden geacht te zijn ingediend met toepassing van de ... wet van 1 maart 1976 ».

Uit de parlementaire behandeling van het ontwerp blijkt dat niet enkel het verzoekschrift van 11 oktober 1990 en de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, maar ook het daarop volgend advies van de Hoge Raad voor de Middenstand « geregulariseerd » werden. De Minister lichtte immers toe dat de procedure in verband met het genoemde verzoekschrift « zich reeds in een ver gevorderd stadium (bevond) », maar dat, zolang het koninklijk besluit van 31 juli 1825 niet was opgeheven, « geen begin (kon) worden gemaakt met de reglementering van het beroep » (3). Bovendien werd het advies van de Hoge Raad ter kennis van de leden van de wetgevende Kamers gebracht, zoals blijkt uit het feit dat het gevoegd is als bijlage bij het verslag van de Commissie voor de Landbouw en de Middenstand van de Senaat (4).

1.3. De tijd die verstrekken is sinds het uitbrengen van het advies van de Hoge Raad voor de Middenstand blijkt aldus het gevolg te zijn van het feit dat de Regering precies is ingegaan op een suggestie van de Hoge Raad en de behandeling van het verzoekschrift heeft opgeschort totdat daarvoor een wettelijke grondslag werd gecreeerd. Bovendien heeft de wetgever de regelmatigheid van het advies aan elke betwisting willen onttrekken.

In die omstandigheden dient ervan uitgegaan te worden dat de Regering bij de beoordeling van het verzoekschrift van 11 oktober 1990 nog steeds kan steunen op het advies van 25 april 1991.

2. Toen dat advies gegeven werd, bepaalde artikel 1 van de kaderwet van 1 maart 1976 nog dat het advies van de Hoge Raad gunstig moest zijn. Inmiddels is artikel 1 vervangen bij artikel 128 van de wet van 30 december 1992 houdende sociale en diverse bepalingen en is niet langer vereist dat het advies gunstig moet zijn. Aangezien de gewijzigde bepaling, als procedurerregel, onmiddellijk van toepassing is op de lopende procedures, is er dus geen beletsel voor de Regering om te steunen op het « ten dele » gunstig advies van de Hoge Raad.

3. Aan het bij artikel 1 van de wet van 1 maart 1976 opgelegde vormvereiste is dus voldaan, zodat de adviesaanvraag ontvankelijk is.

(1) Advies van 25 april 1991, Parl. St., Senaat, B.Z. 1991-92, nr. 304-2, (17), 17-18.

(2) Advies nr. L. 20.446/8 van 22 januari 1991, Parl. St., Senaat, 1990-91, nr. 1318-1, (7), 7.

(3) Commissieverslag, Parl. St., Senaat, B.Z. 1991-92, nr. 304-2, p. 6.

(4) Geciteerd verslag, p. 17-22.

Examen du texte

Observation générale

Dès lors que le projet tend à protéger le titre professionnel d'une profession et à fixer les conditions d'exercice de cette profession, il conviendrait de mentionner avec précision et à utiliser de manière conséquente ce titre professionnel et la dénomination de cette profession.

Selon l'article 2 du projet, la profession à réglementer serait celle de « géomètre-expert juré ». Selon la même disposition, les titres professionnels à protéger seraient les suivants : « géomètre-expert juré I.P.G. » et « géomètre-expert juré stagiaire ».

Le Conseil d'Etat constate que le projet s'écarte ainsi des termes de la loi du 6 août 1993, précitée. Dans cette loi, la profession est définie, d'une part, comme « géomètre-expert immobilier » (articles 1er, alinéa 1er, et 3) et, d'autre part, comme « géomètre » (article 2, alinéas 1er et 3). En ce qui concerne la mention qui doit figurer dans les actes à délivrer, on semble avoir retenu comme titre professionnel le terme « géomètre juré » (article 2, alinéa 3).

Cette constatation ne suscite toutefois aucune objection. La loi du 6 août 1993 ne contient aucune dérogation à la règle de l'article 1er de la loi-cadre du 1er mars 1976, selon laquelle le Roi protège le titre professionnel d'une profession; bien au contraire, les articles 1er, 2 et 3 de la loi du 6 août 1993 se réfèrent expressément aux conditions à fixer en application de la loi du 1er mars 1976. Il peut en être inféré que le pouvoir accordé au Roi de définir la profession et de déterminer le titre professionnel ne se trouve pas limite du fait des termes utilisés dans la loi du 6 août 1993.

Article 1er

Dans le texte néerlandais, il conviendrait d'écrire : « ... en werking bepaald worden door ... ».

Article 2

1. L'alinéa 1er s'avère reproduire dans une large mesure l'article 3, alinéa 1er, de la loi-cadre du 1er mars 1976. Il y aurait lieu, dès lors, d'harmoniser le texte néerlandais du projet avec le texte néerlandais de la loi (par exemple : « tableau » au lieu de « tabel »).

Toujours dans le texte néerlandais, il serait toutefois préférable de remplacer le terme « toestemming » par « machtiging » (5). Par ailleurs, il conviendrait d'inscrire dans le projet quelle autorité (belge ou étrangère) doit accorder l'autorisation visée.

2. A l'alinéa 2, il conviendrait de mentionner la loi du 6 août 1993 avec son intitulé complet.

Article 3

1. Dans le texte néerlandais, il y aurait lieu de rédiger la phrase introductory comme suit :

« Oefent de beroepswerkzaamheid van gezworen landmeter-expert in de zin van dit besluit uit, hij die gewoonlijk, als zelfstandige en voor rekening van derden : ».

2. Il conviendrait de remplacer les tirets respectivement par 1^e et par 2^e.

3. Dans le texte néerlandais du second tiret (qui deviendrait le point 2^e), il y aurait lieu de remplacer le mot « tekent » par le mot « ondertekent ».

Dans le texte néerlandais il conviendrait, en outre, d'écrire in fine : « ... welke ter hypothecaire overschrijving of inschrijving kunnen worden aangeboden ».

Article 4

1. Le paragraphe 1er de cet article fixe les « obligations » (lire : « conditions ») auxquelles les titulaires de la profession réglementée doivent satisfaire. (En néerlandais, il conviendrait d'écrire « beoefenaars » au lieu de « titularen »).

Cette disposition est particulièrement longue. Pour rendre la lecture du texte plus aisée, il pourrait être envisagé de scinder l'article 4, et plus spécialement le paragraphe 1er, en plusieurs articles. C'est ainsi que des articles distincts pourraient être consacrés aux dispositions suivantes : énumération des obligations générales (v. article 2, § 5, de la loi du 1er mars 1976); liste des diplômes à prendre en considération (à faire figurer éventuellement en annexe à l'arrêté en projet) et désignation de l'autorité compétente (v. paragraphe 2 du projet); dispositions particulières prévues pour satisfaire aux exigences du droit de la Communauté européenne (v. article 4, § 1er, 1^e, g, du projet, qui reproduit les dispositions des

Onderzoek van de tekst

Algemene opmerking

Nu het ontwerp strekt tot de bescherming van de beroepstitel van een beroep en tot de vaststelling van de uitoefeningsvoorraarden voor dat beroep, dienen die beroepstitel en de benaming van het beroep nauwkeurig te worden vermeld en op consequente wijze te worden gebruikt.

Volgens artikel 2 van het ontwerp zou het te regelen beroep dat van « gezworen landmeter-expert » zijn. Volgens diezelfde bepaling zouden de te beschermen beroepstitels als volgt luiden : « gezworen landmeter-expert B.I.L. » en « gezworen stagiair landmeter-expert ».

De Raad van State stelt vast dat het ontwerp aldus afwijkt van de bewoordingen van de genoemde wet van 6 augustus 1993. In die wet wordt het beroep omschreven, enerzijds, als « landmeter-expert onroerende goederen » (artikelen 1, eerste lid, en 3), en anderzijds, als « landmeter » (artikel 2, eerste en derde lid). Rekening houdend met de opgelegde vermelding in de af te leveren akten lijkt voor de beroepstitel uitgegaan te zijn van de omschrijving « gezworen landmeter » (artikel 2, derde lid).

Dit lijkt echter geen bezwaar op te leveren. De wet van 6 augustus 1993 houdt geen afwijking in van de regel van artikel 1 van de kaderwet van 1 maart 1976 volgens welke de Koning de beroepstitel van een beroep beschermt; integendeel, de artikelen 1, 2 en 3 van de wet van 6 augustus 1993 verwijzen uitdrukkelijk naar de voorraarden te bepalen met toepassing van de wet van 1 maart 1976. Hieruit kan afgelied worden dat de macht van de Koning om het beroep te omschrijven en de beroepstitel te bepalen, niet beperkt is ten gevolge van de in de wet van 6 augustus 1993 gebruikte bewoordingen.

Artikel 1

In de Nederlandse tekst schrijve men : « ... en werking bepaald worden door ... ».

Artikel 2

1. De bepaling van het eerste lid blijkt grotendeels een overname te zijn van de bepaling van artikel 3, eerste lid, van de kaderwet van 1 maart 1976. De Nederlandse tekst van het ontwerp dient dan ook afgestemd te worden op de Nederlandse tekst van de wet (bijvoorbeeld « tableau » in plaats van « tabel »).

Het begrip « toestemming » zou evenwel beter vervangen worden door « machtiging » (5). Overigens dient in het ontwerp bepaald te worden welke (Belgische of buitenlandse) overheid de bedoelde machtiging dient te verlenen.

2. Men vermelde in het tweede lid de wet van 6 augustus 1993 met haar volledig opschrift.

Artikel 3

1. In de Nederlandse tekst redigere men de intijdende zin als volgt :

« Oefent de beroepswerkzaamheid van gezworen landmeter-expert in de zin van dit besluit uit, hij die gewoonlijk, als zelfstandige en voor rekening van derden : ».

Men vervangt de streepjes door respectievelijk 1^e en 2^e.

3. In de Nederlandse tekst van het tweede streepje (dat 2^e wordt) vervangt men het woord « tekent » door « ondertekent ».

In de Nederlandse tekst schrijve men voorts, in fine : « ... welke ter hypothecaire overschrijving of inschrijving kunnen worden aangeboden ».

Artikel 4

1. Paragraaf 1 van dit artikel bepaalt de voorraarden waaraan de « titularissen » (lees, in het Nederlands : « beoefenaars ») van het geregelde beroep dienen te voldoen. (In het Frans schrijve men « conditions » in plaats van « obligations »).

Deze bepaling is bijzonder lang. Omwille van de leesbaarheid van de tekst zou overwogen kunnen worden artikel 4, en inzonderheid paragraaf 1, op te splitsen in een aantal afzonderlijke artikelen. Aldus zou gedacht kunnen worden aan artikelen voor de volgende bepalingen : opsomming van de algemene verplichtingen (zie artikel 2, § 5, van de wet van 1 maart 1976); lijst van de in aanmerking te nemen diploma's (eventueel op te nemen als een bijlage bij het ontworpen besluit) en aanwijzing van de bevoegde overheid (zie paragraaf 2 van het ontwerp); bijzondere bepalingen om te voldoen aan de vereisten van het Europees Gemeenschapsrecht (zie artikel 4, § 1, 1^e, g, van het ontwerp, dat de bepalingen overneemt

(5) Dans le texte néerlandais de l'article 3 de la loi du 1er mars 1976, il est fait usage de la notion « toelating ».

(5) In de Nederlandse tekst van artikel 3 van de wet van 1 maart 1976 wordt het begrip « toelating » gebruikt.

articles 1er, a, et 3 de la Directive 89/48/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans).

2. L'article 4 fait mention de « titres », de « diplômes » et de « certificats ».

Selon l'article 2, § 5, de la loi-cadre du 1er mars 1976, l'arrêté royal de réglementation doit disposer notamment que les titulaires de la profession réglementée doivent être titulaires d'un « diplôme ». Certainement pour ce qui concerne les titres obtenus en Belgique, il est préférable de ne faire usage que de ce terme.

Il peut être fait usage du même terme pour les « diplômes, certificats ou autres titres » obtenus à l'étranger, compte tenu du fait que tous ces titres tombent sous la notion de « diplôme » telle que définie à l'article 4, § 1er, 1^o, g, 1, alinéa 2, du projet (v. dans le même sens l'article 1er, a, alinéa 1er, de la Directive précitée 89/48/CEE du Conseil du 21 décembre 1988).

3. Au paragraphe 1er, 1^o, a, il y aurait lieu de mentionner les arrêtés visés avec leur intitulé complet :

— arrêté royal du 31 juillet 1825 contenant des dispositions relatives à l'exercice de la profession d'arpenteur;

— arrêté royal du 1er décembre 1921 qui est relatif à des modifications aux dispositions concernant l'exercice de la profession de géomètre-arpenteur;

— arrêté royal du 18 mai 1936 portant modifications aux dispositions concernant l'exercice de la profession de géomètre-expert immobilier;

— arrêté du Régent du 16 juin 1947 instituant une épreuve unique à l'intention de certains diplômés, pour l'obtention du diplôme de géomètre-expert immobilier.

4. Par comparaison avec la requête du 11 octobre 1990, la liste des diplômes mentionne plusieurs diplômes que les auteurs du projet ont ajoutés à la liste proposée par les requérants. Tel est notamment le cas des diplômes de licencié en sciences, groupe géographie, option géométrie, et de licencié en géométrie, visés à l'article 4, § 1er, 1^o, b, du projet.

Ainsi que le Conseil d'Etat l'a déjà observé dans son avis n° L. 22.000/8 du 23 mars 1993 sur un projet qui est devenu l'arrêté royal du 6 septembre 1993 protégeant le titre professionnel et l'exercice de la profession d'agent immobilier, les diplômes ne figurant pas dans la requête introductory doivent être omis du projet. En effet, il s'agit en l'espèce d'une extension des conditions initialement proposées, extension interdite par l'article 2, § 4, de la loi du 1er mars 1976 (6).

Il est vrai que le rapport au Roi précédant l'arrêté royal précité du 6 septembre 1993 donne une justification de l'adjonction de diplômes à la liste initiale. Cette justification part du point de vue que les conditions initiales ne seraient « étendues » que par l'omission et non pas l'adjonction d'un diplôme (7).

Le Conseil d'Etat ne peut cependant se rallier à ce point de vue. Il convient de combiner l'article 2, § 4, alinéa 3, de la loi-cadre du 1er mars 1976, y inséré par l'article 129 de la loi du 30 décembre 1992, avec l'article 2, § 2, de la loi du 1er mars 1976. Selon cette dernière disposition, tout intéressé peut faire connaître au Ministre ses observations à propos de la requête publiée au *Moniteur belge*. L'interdiction prévue à l'article 2, § 4, alinéa 3, a pour but de prévenir que celui qui a renoncé à faire connaître des objections parce que la définition et les conditions figurant dans la requête lui paraissaient suffisantes n'ait à constater par la suite que les conditions inscrites dans l'arrêté de réglementation ont été modifiées (8).

Tel est notamment le cas lorsque, du fait qu'il permet à un plus grand nombre de diplômes de donner accès à la profession, l'arrêté étend une profession déterminée à un groupe de candidats plus important qu'initialement prévu.

(6) Voir *Moniteur belge*, 13 octobre 1993, (22448), 22449.

(7) Loc. cit., (22447), 22448.

(8) Cf. l'exposé des motifs du projet qui est devenu la loi du 30 décembre 1992, où il n'est cependant question, apparemment par dérogation aux termes de la loi, que d'une définition « plus sévère » des exigences figurant à l'arrêté de réglementation (Doc. parl., Sénat, 1992-1993, n° 526-1, p. 37).

van de artikelen 1, a, en 3 van de Richtlijn 89/48/EEG van de Raad van 21 december 1988 betreffende een algemeen stelsel van erkenning van hoger-onderwijsdiploma's waar mee beroepsopleidingen van ten minste drie jaar worden afgesloten).

2. In artikel 4 is sprake van « akten », « titels », « diploma's », « getuigschriften » en « certificaten ».

Volgens artikel 2, § 5, van de kaderwet van 1 maart 1976 moet het koninklijk besluit betreffende de reglementering onder meer bepalen dat de beoefenaars van het geregelementeerde beroep houder moeten zijn van een « diploma ». Zeker wat de in België behaalde titels betreft, verdient het de voorkeur alleen deze term te gebruiken.

Diezelfde term kan ook gebruikt worden voor in het buitenland behaalde « diploma's, certificaten (of « getuigschriften ») en andere titels », gelet op het feit dat al die titels volgens artikel 4, § 1, 1^o, g, 1, tweede lid, van het ontwerp tot de definitie van het begrip « diploma » behoren (Zie in dezelfde zin artikel 1, a, eerste lid, van de genoemde Richtlijn 89/48/EEG van de Raad van 21 december 1988).

3. Men vermelde in paragraaf 1, 1^o, a, de besluiten waarnaar wordt verwezen met hun volledig opschrift:

— koninklijk besluit van 31 juli 1825 houdende bepalingen nopens de uitoefening van het beroep van landmeter;

— koninklijk besluit van 1 december 1921 dat betrekking heeft op wijzigingen aan de beschikkingen, rakende de uitoefening van het beroep van landmeter;

— koninklijk besluit van 18 mei 1936 dat betrekking heeft op wijzigingen aan de bepalingen betreffende het uitoefenen van het beroep van meetkundige-schatter van onroerende goederen;

— besluit van de Regent van 16 juni 1947 dat betrekking heeft op de enige proef, ingesteld ten behoeve van zekere gediplomeerden, ter verkrijging van het diploma van meetkundige-schatter van onroerende goederen.

4. In vergelijking met het verzoekschrift van 11 oktober 1990 bevat de lijst van diploma's een aantal diploma's die door de sellers van het ontwerp aan de door de verzoekers voorgestelde lijst zijn toegevoegd. Dit is inzonderheid het geval voor de diploma's van licentiaat in de wetenschappen, groep aardrijkskunde, optie landmeetkunde, en van licentiaat in de geometriologie, bedoeld in artikel 4, § 1, 1^o, b, van het ontwerp.

Zoals de Raad van State reeds opgemerkt heeft in zijn advies nr. L. 22.000/8 van 23 maart 1993 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot bescherming van de beroepsstiel en van de uitoefening van het beroep van vastgoedmakelaar, dienen de diploma's die niet in het inleidend verzoekschrift voorkomen, in het ontwerp geschrapt te worden. Het gaat hier immers om een verruiming van de oorspronkelijk voorgestelde eisen, welke bij artikel 2, § 4, van de wet van 1 maart 1976 verboden is (6).

Weliswaar wordt voor een toevoeging van diploma's aan de oorspronkelijke lijst in het verslag aan de Koning voor het hiervoor genoemde koninklijk besluit van 6 september 1993 een verantwoording gegeven. Die verantwoording gaat ervan uit dat de oorspronkelijke voorwaarden slechts « uitgebreid » zouden worden door de weglating van een diploma, niet door de toevoeging van een diploma (7).

De Raad van State kan het met die zienswijze echter niet eens zijn. De bepaling van artikel 2, § 4, derde lid, van de kaderwet van 1 maart 1976, in die wet ingevoegd bij artikel 129 van de wet van 30 december 1992, moet gelezen worden in samenhang met artikel 2, § 2, van de wet van 1 maart 1976. Naar luidt van die laatste bepaling kan iedere belanghebbende bij de Minister opmerkingen indienen op het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt verzoekschrift. Het in artikel 2, § 4, derde lid, bepaalde verboed strekt ertoe te voorzien dat iemand die ervan afgewezen heeft bezwaar aan te tekenen omdat de omschrijving en voorwaarden in het verzoekschrift hem toereikend vorkomen, achteraf moet vaststellen dat de eisen die in het reglementeringsbesluit staan, gewijzigd zijn (8).

Dit is met name het geval wanneer, door méér diploma's toegang tot het beroep te doen verlenen, het besluit een bepaald beroep verruimt tot een grotere groep kandidaten dan aanvankelijk bedoeld was.

(6) Zie *Belgisch Staatsblad*, 13 oktober 1993, (22448), 22449.

(7) Loc. cit., (22447), 22448.

(8) Vergelijk met de memorie van toelichting bij het ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 30 december 1992, waarin evenwel, ogenaardelijk in afwijking van de bewoordingen van de wet, slechts sprake is van een « strengere » omschrijving van de eisen in het reglementeringsbesluit (Parl. St. Senaat, 1992-1993, nr. 526-1, 37).

La faculté donnée aux intéressés de formuler leurs observations est en l'espèce une formalité substantielle. Si la proposition initiale est modifiée dans un sens tel que visé à l'article 2, § 4, de la loi du 1er mars 1976, les intéressés doivent à nouveau se voir offrir l'occasion de faire connaître leurs observations.

A défaut d'une seconde possibilité de consultation, il conviendrait de supprimer l'article 4, § 1er, 1^o, b, du projet.

5. Au paragraphe 1er, 1^o, d, il y aurait lieu de mentionner l'« Institut » avec sa dénomination complète.

La même observation vaut pour le paragraphe 1er, 1^o, f.

6. Au paragraphe 1er, 1^o, g, 1, l'alinéa 2 reproduit les dispositions de l'article 1er, a, paragraphe 1, de la Directive précitée 89/48/CEE du Conseil du 21 décembre 1988.

Dans un souci de concordance avec cette directive, notamment en ce qui concerne la structure de la disposition concernée, il conviendrait, au paragraphe 1er, 1^o, g, 1, alinéa 2, troisième tiret, d'aller à la ligne pour commencer la subordonnée débutant par les mots « dès lors que la formation sanctionnée ».

7. Le paragraphe 1er, 1^o, g, 2, du projet reproduit les dispositions de l'article 3, b, de la Directive 89/48/CEE, précitée.

A cet égard, le projet met l'accent sur l'existence d'un titre de formation. La directive, par contre, insiste sur l'exercice effectif de la profession pendant deux ans, exigence à laquelle elle associe à titre complémentaire l'exigence d'un titre de formation. Il serait souhaitable que le projet s'harmonise aussi étroitement que possible avec la structure et la terminologie de la directive, ce qui pourrait se faire en inscrivant la disposition de l'article 3, b, de la directive en un paragraphe distinct d'un article distinct, comme proposé dans l'observation 1 relative à l'article 4.

En tout état de cause, il conviendrait de reformuler la disposition qui figure actuellement à l'alinéa 1er du paragraphe 1er, 1^o, g, 2, du projet afin de préciser que tant l'exercice de la profession qu'un titre de formation sont requis.

Dans la disposition qui figure actuellement au paragraphe 1er, 1^o, g, 2, alinéa 2, du projet, le nombre de phrase commençant par « désignée conformément » peut être omis. Cette précision est à sa place dans la directive, mais est dénuée de sens dans un arrêté d'exécution national.

Article 5.

1. Cet article ne comportant que deux alinéas, la subdivision en paragraphes peut être omise.

2. Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, il y aurait lieu de remplacer les mots « inschrijving in de tabel » par les mots « inschrijving op het tableau ».

3. Au paragraphe 2, il conviendrait de mentionner la Directive 89/48/CEE avec son intitulé complet.

De même, il y aurait lieu de mentionner l'« Institut » avec sa dénomination complète.

Article 7

1. Au 1^o, il conviendrait, conformément à l'observation 2 relative à l'article 4, de remplacer le mot « titres » par le mot « diplômes ». Il y aurait lieu de rédiger cette disposition comme suit : « 1^o d'être titulaire d'un des diplômes énumérés à ... ; ».

2. Au 2^o, il serait indiqué, dans un souci de clarté, de rédiger la phrase introductory comme suit : « de prouver qu'elles ont exercé pendant la période considérée l'activité réglementée, à l'aide des deux documents suivants ».

La chambre était composée de :

MM. :

W. Deroover, président de chambre;

D. Albrecht et P. Lemmens, conseillers d'Etat;

M. J. Gijssels et Mme Y. Merchiers, conseillers de la section de législation;

Mme F. Lievens, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. P. Lemmens.

Le rapport a été présenté par M. B. Seutin, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. G. Debersaques, référendaire adjoint.

De griffier,
F. Lievens.

Le président,
W. Deroover.

De mogelijkheid voor belanghebbenden om hun opmerkingen in te dienen, beantwoordt ten deze aan een substantieel vormvereiste. Als het oorspronkelijk voorstel gewijzigd wordt in een zin als bedoeld in artikel 2, § 4, van de wet van 1 maart 1976, dienen belanghebbenden een nieuwe kans te krijgen om hun opmerkingen in te dienen.

Bij gebreke van een tweede raadplegingsmogelijkheid dient het bepaalde in artikel 4, § 1, 1^o, b, van het ontwerp geschrapt te worden.

5. Men vermelde in paragraaf 1, 1^o, d, het « Instituut » met zijn volledige benaming.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 1, 1^o, f.

6. In paragraaf 1, 1^o, g, 1, worden in het tweede lid de bepalingen van artikel 1, a, eerste lid, van de voorgenoemde richtlijn 89/48/EEG van de Raad van 21 december 1988 overgenomen.

Terwille van de overeenstemming met die richtlijn, wat inzonderheid de structuur van die bepaling betreft, dient men in paragraaf 1, 1^o, g, 1, tweede lid, derde streepje, het zinsdeel beginnend met de woorden « wanneer de mct het diploma » te laten aanvangen op een nieuwe lijn.

7. In paragraaf 1, 1^o, g, 2, van het ontwerp worden de bepalingen van artikel 3, b, van de genoemde Richtlijn 89/48/EEG overgenomen.

In het ontwerp wordt daarbij de nadruk gelegd op het bestaan van een opleidingstitel. In de richtlijn daarentegen ligt de nadruk op de effectieve uitvoering van het beroep gedurende twee jaar, waaraan bijkomend het vereiste van een opleidingstitel is gekoppeld. Het zou wenselijk zijn dat het ontwerp zo nauw mogelijk aansluit bij de structuur en de bewoordingen van de richtlijn. Dit zou kunnen als de bepaling van artikel 3, b, van de richtlijn het voorwerp zou uitmaken van een afzonderlijke paragraaf van een afzonderlijk artikel, zoals voorgesteld in de opmerking 1 bij artikel 4.

Alleszins dient de bepaling die thans voorkomt in het eerste lid van paragraaf 1, 1^o, g, 2, van het ontwerp, herschreven te worden, om duidelijk te maken dat én een beroepsuitoefening én een opleidingstitel vereist zijn.

In de bepaling die thans voorkomt in paragraaf 1, 1^o, g, 2, tweede lid, van het ontwerp, kan het zinsdeel beginnend met de woorden « die is aangewezen » worden weggeletten. Dat zinsdeel is op zijn plaats in de richtlijn, doch heeft geen zin in een nationaal uitvoeringsbesluit.

Artikel 5

1. Nu dit artikel slechts twee leden bevat, kan de indeling in paragrafen weggeletten worden.

2. Men vervange in de Nederlandse tekst van paragraaf 1, de woorden « inschrijving in de tabel » door « inschrijving op het tableau ».

3. In paragraaf 2 vermelde men de Richtlijn 89/48/EEG met haar volledig opschrift.

Men vermelde eveneens het « Instituut » met zijn volledige benaming.

Artikel 7

1. In 1^o vervange men, conform de opmerking 2 bij artikel 4, het woord « akten » door « diploma's ». Men redigere die bepaling als volgt : « 1^o houder zijn van een van de diploma's opgesomd in ... ».

2. In 2^o zou de inleidende zin duidelijkheidshalve als volgt geredigeerd kunnen worden : « bewijzen dat zij de geregelmenteerde activiteit tijdens de beschouwde periode hebben uitgeoefend, aan de hand van de volgende twee documenten ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

W. Deroover, kamervoorzitter;

D. Albrecht en P. Lemmens, staatsraden;

De heer J. Gijssels en Mevr. Y. Merchiers, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. F. Lievens, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Lemmens.

Het verslag werd uitgebracht door de heer B. Seutin, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer G. Debersaques, adjunct-referendaris.

De griffier,
F. Lievens.

De voorzitter,
W. Deroover.

**18 JANVIER 1995. — Arrêté royal
protégeant le titre professionnel et l'exercice
de la profession de géomètre-expert juré**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services, notamment les articles 1er et 2, modifiés par les lois des 15 juillet 1985 et 30 décembre 1992;

Vu la loi du 6 août 1993 abrogeant l'arrêté royal du 31 juillet 1825 concernant les dispositions relatives à l'exercice de la profession d'arpenteur;

Vu la requête introduite par l'Union belge des Géomètres-Experts immobiliers et la Fédération royale des Géomètres-Experts indépendants, publiée au *Moniteur belge* du 29 novembre 1990;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Classes moyennes rendu le 25 avril 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est créé un Institut professionnel des géomètres-experts jurés (I.P.G.) dont les règles d'organisation et de fonctionnement sont déterminées par l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services.

Art. 2. Nul ne peut exercer en qualité d'indépendant, à titre principal ou accessoire, la profession de géomètre-expert juré, ou porter le titre professionnel de « géomètre-expert jure I.P.G. » ou de « géomètre-expert juré stagiaire », s'il n'est inscrit au tableau des titulaires de la profession ou sur la liste des stagiaires tenus par l'Institut ou si, étant établi à l'étranger, il n'a obtenu l'autorisation d'exercer occasionnellement cette profession.

Il doit avoir prononcé le serment prévu à l'article 2 de la loi du 6 août 1993 abrogeant l'arrêté royal du 31 juillet 1825 concernant les dispositions relatives à l'exercice de la profession d'arpenteur.

Art. 3. Exerce l'activité professionnelle de géomètre-expert juré au sens du présent arrêté celui qui, d'une manière habituelle et indépendante et pour le compte de tiers :

1^o procède aux bornages;

2^o dresse et signe les plans devant servir à une reconnaissance de limites, à une mutation, à un règlement de mitoyenneté, et à tout autre acte ou procès-verbal constituant une identification de propriété foncière, et qui peuvent être présentés à la transcription ou à l'inscription hypothécaire.

Art. 4. § 1er Les titulaires de la profession réglementée de géomètre-expert jure doivent satisfaire aux obligations suivantes :

1^o être porteurs d'un des diplômes suivants :

a) un diplôme d'arpenteur, de géomètre-arpenteur ou de géomètre-expert immobilier délivré, selon le cas, en application des arrêtés royaux des 31 juillet 1825 contenant des dispositions relativement à l'exercice de la profession d'arpenteur, 1er décembre 1921 relatif à des modifications aux dispositions concernant l'exercice de la profession de géomètre-arpenteur ou 18 mai 1938 portant modifications aux dispositions concernant l'exercice de la profession de géomètre-expert immobilier ou de l'arrêté du Régent du 16 juin 1947 instituant une épreuve unique à l'intention de certains diplômés, pour l'obtention du diplôme de géomètre-expert immobilier;

b) un diplôme de licencié en sciences, groupe géographie, option géométrie; un diplôme de licencié en géométrie;

c) un diplôme d'ingénieur industriel en construction option géomètre;

d) un diplôme universitaire ou de niveau universitaire ou de l'enseignement technique supérieur compatible avec l'exercice de la profession de géomètre-expert et reconnu par le Roi après avis de l'institut professionnel des géomètres-experts jurés;

**18 JANUARI 1995. — Koninklijk besluit
tot bescherming van de beroepsstijl en van de uitoefening
van het beroep van gezworen landmeter-expert**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepsstijl en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen, inzonderheid op de artikelen 1 en 2, gewijzigd bij de wetten van 15 juli 1985 en 30 december 1992;

Gelet op de wet van 6 augustus 1993 betreffende de opheffing van het koninklijk besluit van 31 juli 1825 houdende bepalingen nopens de uitoefening van het beroep van landmeter;

Gelet op het verzoekschrift, ingediend door de Belgische Unie van Landmeters en Meetkundigen-schatters van onroerende goederen en de Koninklijke Federatie der zelfstandige Landmeters-experten, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 november 1990;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Middenstand, verleend op 25 april 1991;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van de Kleine en Middel-grote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt een Beroepsinstituut van gezworen landmeters-experten (B.I.L.) opgericht waarvan de regels inzake organisatie en werking bepaald worden door het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstituten die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht.

Art. 2. Niemand mag als zelfstandige, in hoofd- of bijberoep, het beroep van gezworen landmeter-expert uitoefenen of de beroepsstijl voeren van « gezworen landmeter-expert B.I.L. » of « gezworen stagiair landmeter-expert », tenzij hij is ingeschreven op het tableau van de beoefenaars van het beroep of op de lijst van de stagiaires die door het Instituut bijgehouden worden, of, indien hij in het buitenland gevestigd is, geen machtiging heeft verkregen om het beroep occasioneel uit te oefenen.

Hij moet de eed, bedoeld bij artikel 2 van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de opheffing van het koninklijk besluit van 31 juli 1825 houdende bepalingen nopens de uitoefening van het beroep van landmeter, hebben afgelegd.

Art. 3. Oefent de beroepswerkzaamheid van gezworen landmeter-expert in de zin van dit besluit uit, hij die gewoonlijk, als zelfstandige en voor rekening van derden :

1^o overgaat tot afpalingen;

2^o de plannen opmaakt en ondertekent die moeten dienen voor een grenserkenning, voor een mutatie, voor het regelep van gevallen van gemeenheid en voor gelijk welke akte of proces-verbaal, welke in een identificering van grondeigendom voorzien en welke ter hypothecaire overschrijving of inschrijving kunnen worden aangeboden.

Art. 4. § 1. De beoefenaars van het geregelde beroep van gezworen landmeter-expert dienen te voldoen aan de volgende voorwaarden :

1^o houder zijn van een der hierna volgende diploma's

a) een diploma van landmeter, of van meetkundige of van meetkundige-schatter van onroerende goederen, naargelang van het geval uitgereikt ter uitvoering van de koninklijke besluiten van 31 juli 1825 houdende bepalingen nopens de uitoefening van het beroep van landmeter, van 1 december 1921 dat betrekking heeft op wijzigingen aan de beschikkingen, rakende de uitoefening van het beroep van landmeter of van 18 mei 1938 dat betrekking heeft op wijzigingen aan de bepalingen betreffende het uitoefenen van het beroep van meetkundige-schatter van onroerende goederen of van het Regentsbesluit van 16 juni 1947 dat betrekking heeft op de enige proef, ingesteld ten behoeve van zekere gediplomeerden, ter verkrijging van het diploma van meetkundige-schatter van onroerende goederen;

b) een diploma van licentiaat in de wetenschappen, groep aardrijkskunde, optie landmeetkunde; een diploma van licentiaat in de geometrie;

c) een diploma van industrieel ingenieur bouwkunde, optie landmeetkunde;

d) een universitair diploma, of van universitair niveau of van het technisch hoger onderwijs, verenigbaar met de uitoefening van het beroep van landmeter-expert en erkend door de Koning, na advies van het Beroepsinstituut van gezworen landmeters-experten.

e) un diplôme équivalent à l'un des titres repris ci-dessus et délivré par un jury d'Etat ou de Communauté;

f) un diplôme délivré par tout autre établissement de niveau comparable reconnu par le Roi après avis de l'Institut professionnel des géomètres experts jurés;

g) 1. un diplôme prescrit par un autre Etat-membre de la Communauté européenne pour accéder à la profession de géomètre-expert sur son territoire où l'y exercer, et qui a été obtenu dans un Etat-membre.

On entend par diplôme :

tout diplôme, certificat ou autre titre ou tout ensemble de tels diplômes, certificats ou autres titres :

— qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat membre, désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives de cet Etat;

— dont il résulte que le titulaire a suivi avec succès un cycle d'études post-secondaires d'une durée minimale de trois ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement du même niveau de formation et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études post-secondaires;

— dont il résulte que le titulaire possède les qualifications professionnelles requises pour accéder à la profession réglementée de géomètre-expert dans cet Etat membre ou l'exercer,

dès lors que la formation sanctionnée par ce diplôme, certificat ou autre titre a été acquise dans une mesure prépondérante dans la Communauté, ou dès lors que son titulaire a une expérience professionnelle de trois ans certifiée par l'Etat membre qui a reconnu un diplôme, certificat ou autre titre délivré dans un pays tiers.

Est assimilé à un diplôme tout diplôme, certificat ou autre titre, ou tout ensemble de tels diplômes, certificats et autres titres, qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat membre dès lors qu'il sanctionne une formation acquise dans la Communauté et reconnue par une autorité compétente dans cet Etat membre comme étant de niveau équivalent, et qu'il y confère les mêmes droits d'accès à la profession réglementée de géomètre-expert ou d'exercice de celle-ci:

2. un diplôme délivré par une autorité compétente dans un Etat membre, dont il résulte que son titulaire a suivi avec succès un cycle d'études post-secondaires d'une durée minimale de trois ans, ou d'une durée équivalente à temps partiel, dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre établissement du même niveau de formation d'un Etat membre et, le cas échéant, qu'il a suivi avec succès la formation professionnelle requise en plus du cycle d'études post-secondaires qui l'ont préparé à l'exercice de la profession de géomètre-expert.

Est assimilé au diplôme tout titre ou ensemble de titres qui a été délivré par une autorité compétente dans un Etat membre, dès lors qu'il sanctionne une formation acquise dans la Communauté et qu'il est reconnu comme équivalent par cet Etat membre, à condition que cette reconnaissance ait été notifiée aux autres Etats membres et à la Commission.

Le titulaire de ce diplôme doit avoir exercé à plein temps la profession de géomètre-expert pendant deux ans au cours des dix années précédentes dans un Etat membre qui ne réglemente pas cette profession;

2^o assumer personnellement la responsabilité de tout acte professionnel;

3^o respecter les règles de déontologie élaborées par l'Institut professionnel des géomètres-experts jurés;

4^o être tenus au secret professionnel.

§ 2. Les diplômes dont question au § 1er, 1^o, a) à e) ci-dessus doivent être délivrés par des institutions d'enseignement ou de formation organisées, reconnues ou subventionnées par l'Etat ou les Communautés.

Art. 5. L'inscription au tableau des titulaires est subordonnée à l'accomplissement de manière satisfaisante d'un stage comportant l'équivalent de deux cents jours de travaux pratiques effectués au cours d'une période de douze mois au minimum et de trente-six mois au maximum.

Les porteurs d'un des diplômes ou titres de formation repris à l'article 4, § 1er, 1^o, g, du présent arrêté ont le choix entre le stage et l'épreuve d'aptitude visée à l'article 4 de la Directive 89/48/C.E.E. relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans, organisée par l'Institut professionnel des géomètres-experts jurés.

Art. 6. Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, exercent depuis trois mois au moins l'activité professionnelle visée à l'article 3 pour leur propre compte ou, en tant que manda-

e) een diploma dat gelijkwaardig is aan een der bovenvermelde akten en dat is uitgereikt door een examencommissie van de Staat of van een Gemeenschap;

f) een diploma, uitgereikt door enige andere instelling van vergelijkbaar niveau en erkend door de Koning, na advies van het Beroepsinstituut van gezworen landmeters-experten;

g) 1. een diploma voorgeschreven door een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap om tot het beroep van landmeter-expert op zijn grondgebied te worden toegelaten dan wel deze activiteit aldaar uit te oefenen, en dat in een Lid-Staat behaald is.

Wordt verstaan onder diploma :

alle diploma's, getuigschriften en andere titels dan wel elk geheel van dergelijke diploma's, certificaten en andere titels :

— afgegeven door een bevoegde autoriteit in een Lid-Staat die is aangewezen overeenkomstig zijn wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen;

— waaruit blijkt dat de houder met succes een postsecundaire studiecyclus van ten minste drie jaar of een gelijkwaardige deeltijdstudie heeft gevolgd aan een universiteit of een instelling voor hoger onderwijs of een andere instelling van hetzelfde opleidingsniveau en, in voorkomend geval, dat hij met succes de beroepsopleiding heeft gevolgd die in aanvulling op de postsecundaire studiecyclus wordt vereist;

— waaruit blijkt dat de houder de vereiste beroepsqualificaties bezit om tot het geregelementerd beroep van landmeter-expert in die Lid-Staat te worden toegelaten of om dat beroep uit te oefenen, wanneer de met het diploma, het certificaat of de andere titel afgesloten opleiding overwegend in de Gemeenschap is genoten of wanneer de houder ervan een driejarige beroepservaring heeft opgedaan, gewaarmerkt door de Lid-Staat die een diploma, een certificaat of een andere titel van een derde land heeft erkend.

Alle diploma's, certificaten en andere titels, dan wel elk geheel van dergelijke diploma's, certificaten en andere titels die door een bevoegde autoriteit in een Lid-Staat zijn afgegeven, worden gelijkgesteld met een diploma indien daarmee een in de Gemeenschap gevolgde opleiding wordt afgesloten welke dooreen bevoegde autoriteit in die Lid-Staat als gelijkwaardig wordt erkend, en daaraan dezelfde rechten inzake toegang tot of uitoefening van het geregelementerd beroep van landmeter-expert zijn verbonden;

2. een diploma afgegeven door een bevoegde autoriteit in een Lid-Staat waaruit blijkt dat de houder ervan met succes een postsecundaire studiecyclus van ten minste drie jaar of een gelijkwaardige deeltijdstudie heeft gevolgd aan een universiteit of een instelling van hoger onderwijs of een andere instelling van hetzelfde opleidingsniveau in een Lid-Staat, en, in voorkomend geval, dat hij met succes de beroepsopleiding heeft gevolgd die in aanvulling op de postsecundaire studiecyclus wordt vereist, die hem op de uitoefening van het beroep van landmeter-expert heeft voorbereid.

Alle titels, dan wel elk geheel van dergelijke titels die door een bevoegde autoriteit in een Lid-Staat zijn afgegeven, worden met het diploma gelijkgesteld, indien daarmee een in de Gemeenschap gevolgde opleiding wordt afgesloten welke door de Lid-Staat als gelijkwaardig is erkend, mits de andere Lid-Staten en de Commissie van deze erkenning in kennis zijn gesteld.

De houder van dit diploma moet het beroep van landmeter-expert hebben uitgeoefend gedurende twee jaar tijdens de voorafgaande tien jaren volledig in een Lid-Staat waar dit beroep niet geregelementerd is;

2^o persoonlijk de verantwoordelijkheid dragen voor iedere bij de uitoefening van het beroep gestelde daad;

3^o de deontologische regels, vastgesteld door het Beroepsinstituut van gezworen landmeters-experten, eerbiedigen;

4^o zich houden aan het beroepsgeheim.

§ 2. De diploma's waarvan sprake is in de bovenvermelde § 1, 1^o, a) tot e), moeten worden uitgereikt door onderwijs- of opleidingsinstellingen, georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door het Rijk of de Gemeenschappen.

Art. 5. De inschrijving op het tableau van beoefenaars van het beroep is afhankelijk van het op voldoende wijze doorlopen van een stage die gelijkwaardig moet zijn met tweehonderd dagen praktijk, gepresteerd tijdens een periode van ten minste twaalf maanden en hoogstens zesendertig maanden.

De houders van een van de diploma's of opleidingstitels vermeld in artikel 4, § 1, 1^o, g, van dit besluit hebben de keuze tussen de stage en de proeven van bekwaamheid bedoeld bij artikel 4 van de Richtlijn 89/48/E.E.G. betreffende een algemeen stelsel van erkenning van hoger onderwijsdiploma's waarmee beroepsopleidingen van ten minste drie jaar worden afgesloten, ingericht door het Beroepsinstituut van gezworen landmeters-experten.

Art. 6. De personen die, op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, sedert ten minste drie maanden de in artikel 3 bedoelde beroepswerkzaamheden uitoefenen voor eigen rekening of, als

taires ou organes, pour le compte d'une personne morale, sont inscrites à leur demande sur la liste visée à l'article 17, § 1er, de la loi-cadre du 1er mars 1976, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 24 juin 1987 organisant le régime transitoire visé à l'article 17 de la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services.

Par dérogation à l'article 2 de l'arrêté du 24 juin 1987 précité :

1^o la preuve de l'immatriculation au registre du commerce sous la rubrique « bureau de géomètre » pourra toutefois remplacer valablement soit l'un des deux documents pouvant établir l'exercice de la profession pour propre compte, soit, dans la mesure où il est également satisfait à l'article 2, § 2, 1^o, de l'arrêté du 24 juin 1987, le document pouvant établir l'exercice de la profession pour le compte d'une personne morale.

2^o le document prévu à l'article 2, § 1er, 4^o, de l'arrêté du 24 juin 1987 pourra, le cas échéant, être remplacé par une attestation délivrée par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, certifiant qu'en vertu d'une convention internationale la législation sociale d'un autre pays que la Belgique est applicable au demandeur. Avant que cette attestation ne soit délivrée, le demandeur doit fournir la preuve qu'il s'est effectivement soumis aux obligations en matière de sécurité sociale dans l'autre pays précité. Il doit également ressortir de cette preuve la qualification (l'availleur indépendant ou salarié) donnée par cet autre pays à l'activité professionnelle exercée sur son territoire.

Art. 7. Les personnes qui, dans les deux ans qui suivent l'année de l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont exercé l'activité réglementée dans un lien de subordination ou sous statut, durant au moins un an, peuvent, si elles désirent exercer la profession en qualité de travailleur indépendant, obtenir leur inscription au tableau des titulaires de l'Institut professionnel des géomètres-experts jurés sans devoir accomplir le stage, à condition :

1^o d'être titulaire d'un des diplômes énumérés à l'article 4, § 1er, 1^o, du présent arrêté;

2^o de prouver qu'elles ont exercé pendant la période considérée l'activité réglementée, à l'aide des deux documents suivants :

a) un contrat d'emploi ou une attestation patronale indiquant la période d'occupation et la nature précise des fonctions exercées;

b) une attestation du contrôleur des Contributions directes relative aux déclarations aux impôts sur les revenus faites par l'intéressé pendant la période d'activité exigée ou une attestation de l'Office national de Sécurité sociale certifiant que des cotisations ont été versées pour des prestations effectuées par l'intéressé pendant cette période.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 janvier 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,

A. BOURGEOIS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ET MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 — 527

8 FEVRIER 1995. — Arrêté royal relatif à la contribution de la Belgique à la dixième reconstitution des ressources de l'Association internationale de Développement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article unique de la loi du 23 décembre 1994 relative à la contribution de la Belgique à la dixième reconstitution des ressources de l'Association internationale de Développement;

gevolmachtigden of organen, voor rekening van een rechtspersoon, worden op eigen verzoek ingeschreven op de lijst bedoeld in artikel 17, § 1, van de kaderwet van 1 maart 1976, overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 24 juni 1987 houdende organisatie van de overgangsregeling, bedoeld in artikel 17 van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen.

In afwijking van artikel 2 van het voornoemde besluit van 24 juni 1987 :

1^o zal evenwel ook een bewijs van inschrijving in het handelsregister onder de rubriek « landmetersbureau » kunnen gelden, hetzij als een van de twee stukken aan de hand waarvan de uitoefening van het beroep voor eigen rekening kan worden bewezen, hetzij, voor zover tevens wordt voldaan aan het bepaalde in artikel 2, § 2, 1^o, van het besluit van 24 juni 1987, als stuk aan de hand waarvan de uitoefening van het beroep voor rekening van een rechtspersoon kan worden bewezen.

2^o zal het stuk bedoeld in artikel 2, § 1, 4^o, van het besluit van 24 juni 1987 in voorbeeld geval kunnen vervangen worden door een attest aangeleverd door het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, dat bevestigt dat ingevolge een internationale overeenkomst de sociale wetgeving van een ander land dan België op de aanvrager van toepassing is. Alvorens dit attest wordt aangeleverd, dient de aanvrager het bewijs te leveren dat hij zich daadwerkelijk heeft onderworpen aan de verplichtingen inzake sociale zekerheid in het voormelde andere land. Uit dit bewijs moet tevens de kwalificatie (zelfstandige of loontrekkende) blijken die door het andere land aan de beroepsbezigheid, uitgeoefend op zijn grondgebied, wordt gegeven.

Art. 7. De personen die binnen de twee jaar die volgen op het jaar van de inwerkingtreding van dit besluit, de gereglementeerde werkzaamheid hebben uitgeoefend in een band van ondergeschiktheid of onder statut, gedurende ten minste één jaar, kunnen, indien zij het beroep in de hoedanigheid van zelfstandige wensen uit te oefenen, hun inschrijving bekomen op het tableau van de beoefenaars van het Beroepsinstituut van gezworen landmeters-experten zonder de stage te moeten vervullen, op voorwaarde dat zij :

1^o houder zijn van een van de diploma's opgesomd in artikel 4, § 1, 1^o, van dit besluit;

2^o bewijzen dat zij de gereglementeerde activiteit tijdens de beschouwde periode hebben uitgeoefend aan de hand van de volgende twee documenten :

a) een arbeidsovereenkomst of een getuigschrift van een werkgever met aanduiding van de dienstperiode en de welomschreven aard van de uitgeoefende functie;

b) een getuigschrift van de controleur van de Directe Belastingen met betrekking tot de aangiften voor de inkomstenbelastingen die door de betrokkenen werden gedaan tijdens de vereiste periode van werkzaamheid of een getuigschrift van de Rijksdienst voor sociale zekerheid waaruit blijkt dat voor de door de betrokkenen tijdens deze periode geleverde dienstprestaties bijdragen werden gestort.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 9. Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 januari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

A. BOURGEOIS

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING EN MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 95 — 527

8 FEBRUARI 1995. — Koninklijk besluit betreffende de bijdrage van België tot de tiende weltersamenstelling van de werkmiddelen van de Internationale Ontwikkelingsassociatie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het enige artikel van de wet van 23 december 1994 betreffende de bijdrage van België tot de tiende weltersamenstelling van de werkmiddelen van de Internationale Ontwikkelingsassociatie;